



7 Jours Filpac CGT

N°3 - rentrée CGT - 1er septembre 2014 - Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin (gerson@filpac-cgt.fr) - Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Toutes les raisons de descendre dans la rue pour nos revendications et nos intérêts généraux

1. L'agenda Hollande Valls : casser le « modèle social européen » ou ce qu'il en reste en France. L'agenda du patronat et du gouvernement est destructeur : poursuivre le démantèlement de la sécurité sociale par les exonérations, faire exploser les conventions collectives par les négociations de branches sur le seul programme du « Pacte », marginaliser le Code du travail par la fin des seuils sociaux, des prud'hommes, donner la primauté aux accords minoritaires nationaux et d'entreprises à la suite des ANI, réduire les services publics. Les exigences du patronat comme les choix actuels du gouvernement indiquent qu'ils vont passer à la vitesse supérieure.

2. Le choix du gouvernement Valls 2 est celui d'une fuite en avant dans l'application de la politique dite de l'« offre », au service des profits capitalistes. Toujours plus d'aides au patronat sans la moindre contrepartie, toujours plus d'austérité avec le vote à suivre d'un budget dédié à l'aide des 40 milliards aux entreprises, des réductions drastiques tant des dépenses sociales que des investissements pour les services publics.

Ces mesures obéissent aux marchés financiers, au service de la dette et de ses intérêts aux banques privées, ces impératifs sur lesquels se sont alignés Hollande et la direction du Parti socialiste. C'est cette politique qui a été ovationnée lors du discours de Valls à « l'université d'été » du Medef. **Ce gouvernement est l'expression politique de l'alliance directe avec le patronat dans le cadre du « pacte de responsabilité ».**

3. La France a une singularité dans le contexte européen de récession, voire de déflation, de guerre à l'Est du continent et de montée des forces de droite et d'extrême droite : c'est le pays qui conjugue montée d'une extrême droite d'origine fasciste et crise politique aiguë, gouvernementale et institutionnelle. La réponse de l'équipe au pouvoir à ces convulsions, c'est l'approfondissement du cours néolibéral et la préparation d'une politique autoritaire.

En témoigne la mise en cohérence entre une politique d'austérité et la composition d'une équipe gouvernementale clairement libérale. Le choix est emblématique d'un ministre de l'économie hier soir encore associé-gérant de la banque d'affaires Rothschild, Emmanuel Macron. Lequel affirme haut et fort que **la « gauche classique est un astre mort » et qu'il faut détruire « l'économie statutaire »** – comprenez tous les acquis sociaux et statutaires publics qui peuvent encore protéger les salariés.

4. La source de la crise politique qui s'est manifestée lors de cette semaine hystérique, c'est une politique minoritaire, conforme à celle de Sarkozy, qui brutalise les conditions de vie de millions de gens. Cette politique a été battue en 2012, elle revient avec force. **Elle alimente une crise de représentation, où les institutions comme les partis traditionnels apparaissent comme de simples relais des marchés financiers, des sociétés transnationales et de l'Union européenne.**

Les institutions de la Ve République permettent encore à François Hollande de gouverner, mais elles ne masquent plus la réalité des rapports de forces réels dans le pays. La politique de Hollande et Valls est à la fois minoritaire dans le pays, dans la gauche et sans doute dans le Parti socialiste. **Jusqu'à quand le président et le gouvernement tiendront-ils ?**

Manuel Carlos Valls n'a pesé que **5,63%** lors de la Primaire présidentielle socialiste d'octobre 2011 ! Le gouvernement peut caporaliser sa majorité parlementaire à coup d'article 49.3 et d'ordonnances, exigeant un vote de confiance à sa politique. Cela suffira-t-il ? L'hypothèse est sérieuse d'un gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale. Le spectre d'une dissolution contraindra les députés socialistes à s'aligner, d'autant que de nouvelles élections consacraient une large victoire de la droite, de l'extrême droite et un processus de dislocation du PS. **Mais les députés socialistes savent aussi que Hollande et Valls les entraînent dans l'abîme.**

5. Ce qui guette aujourd'hui le pays c'est qu'un effondrement de la politique libérale du PS laisse la place à une poussée de la droite et du Front National, sur un fond de montée du racisme et de toute sorte d'idées réactionnaires. Jusqu'à quel niveau monteront les suffrages qui se porteront sur le Front national, soit par des élections anticipées qui le « boosteront », soit au moment de l'échéance des présidentielles de 2017 ?

C'est la question qui est posée et qui surdéterminera toute la situation à droite. Quel avenir d'une UMP (Union pour un Mouvement Populaire) au bord d'une implosion résultant de ses affaires de corruption et de sa guerre des chefs ?

Peuvent surgir des réorganisations de la droite qui s'ordonneraient autour du Front national et d'une droite autoritaire, qualifiée de populiste, mais aussi autour « des centres », prêts sous la houlette de l'Union européenne et du gouvernement de coalition allemand – entre la CDU et le SPD – à former une coalition d'union nationale allant du PS et des Verts au centre droit...

Pour l'heure, les vieilles institutions de la Ve république et le mode de représentation empêchent la formation de coalitions d'Union nationale. Mais tout indique que le PS serait balayé par les droites et l'extrême droite...

6. La trajectoire « sociale-libérale » du Parti socialiste n'est pas une nouveauté. Son intégration dans les sommets de l'Etat et du capital financier est avérée depuis plusieurs années. L'adjectif social dans « social-libéral » est même de trop. Son processus de transformation de parti social-démocrate en type de « parti démocrate à l'américaine » est bien avancé. Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, reconnaît à sa manière que « *l'identité du PS s'est dissoute dans la gestion* ».

Qui peut dire ce que sera la situation du PS dans les semaines ou les mois qui viennent ? Jusqu'à présent un processus comparable à celui du PASOK – le Mouvement socialiste panhellénique qui s'est effondré – semblait écarté, mais les choix de l'équipe Hollande-Valls peuvent provoquer un écroulement de ce PS.

200 députés socialistes sur 300 ont signé un appel à soutenir le gouvernement. Que font – ou feront – les 100 autres ? **A ce stade, ces fragmentations ne débouchent pas sur des courants de gauche. Tous les frondeurs - appellation purement journalistique - ont participé ou soutenu le gouvernement, qui a adopté la ligne du Pacte de responsabilité, cet accord scélérat avec le patronat.** Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, occupait les avant-postes. **Il n'empêche que « trop c'est trop ».** Jusqu'où une telle situation peut ouvrir, dans les rangs des militants socialistes et au-delà, des espaces de questionnements, de débats et de possibilités d'actions contre les politiques d'austérité ?

Et le Front de gauche ? Cette crise politique gouvernementale risque aussi d'accélérer les tensions et les fractures au sein du Front de gauche.

Une seule issue pour nos revendications et nos intérêts :

bloquer l'hystérie libérale du gouvernement et l'offensive de l'extrême droite qui en résulte

7. C'est toute la politique économique et sociale du gouvernement qui doit être rejetée. À commencer par le Pacte de responsabilité, le budget destiné aux cadeaux prodigués au patronat, les attaques contre les services publics et la sécurité sociale. Le chômage de près de 6 millions de personnes et la pauvreté qui explose mettent à l'ordre du jour tout autre chose qu'un replâtrage du « Pacte de solidarité » avec le Medef, arrangé dans de pseudo négociations de branches arrangées à l'avance.

Il faut un programme d'urgence au service des travailleurs, jeunes, actifs, chômeurs et retraités :

- interdiction des licenciements,
- augmentation du Smic et des salaires,
- création massive d'emplois publics,
- défense des 35 heures et réduction du temps de travail,
- défense et extension de toutes les branches de la Sécurité sociale,
- nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle des salarié·e·s,
- planification socio-écologique,
- annulation de la dette illégitime,
- rupture avec les traités européens.